

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 29. August 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 29 août 1990

Der Bundesrat hat sich bereits verschiedentlich für ein vermehrtes Engagement des Bundes zur Verminderung des Drogenproblems ausgesprochen. Er beabsichtigt, demnächst auch entsprechende Massnahmen zu beschliessen. Schwerpunkt dabei wird die Förderung des Ausbaus der Drogenprävention und der Betreuungs- und Therapiemöglichkeiten sein. Die Kantone sind in der Bestimmung ihrer Massnahmen sowie in der Art der Hilfeleistung und Betreuung an die Drogensüchtigen im Rahmen des Betäubungsmittelgesetzes unabhängig, so dass der Bund keine gesetzlichen Möglichkeiten hat, den Kantonen Vorschriften über die Verfolgung einer bestimmten Drogenpolitik zu machen.

Der Bundesrat ist jedoch bereit, innerhalb seines gesetzlichen Spielraums, durch Unterstützung der Kantone eine aktive und koordinierende Rolle einzunehmen.

Le président: L'interpellateur est satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

90.625

Interpellation Paccolat
Untersuchungen
betreffend Schädlingsbekämpfung
mit Helikoptern in den Rebgebieten
Effets biologiques
de l'épandage de biocides
par hélicoptère dans les vignes

Wortlaut der Interpellation vom 22. Juni 1990

Das Eidgenössische Departement des Innern untersucht zur Zeit die Auswirkungen von Bioziden, die von Helikoptern in Rebgebieten ausgesprüht werden.

Die Vermessungsarbeiten im Vorprojekt betreffen besonders das Wallis, weil der Rebbaukataster des Kantons, rund 6000 Hektaren, digitalisiert wird.

Das Eidgenössische Departement des Innern wird eingeladen, uns die Gründe darzulegen, weshalb

1. mit dem Kanton Wallis keine Gespräche stattgefunden haben, bevor mit Arbeiten begonnen wurde, die das Privateigentum berühren;
 2. Aufträge, die ins Eigentumsrecht eingreifen, ausserhalb des Kantons vergeben wurden, ohne dass die Eidgenössische Vermessungsdirektion beigezogen wurde.
- Wir bitten Sie auch, uns mitzuteilen, ob die anderen Rebbaukantone, die von dieser Untersuchung betroffen sind, anders behandelt werden.

Texte de l'interpellation du 22 juin 1990

Le Département fédéral de l'intérieur a entrepris une étude relative aux effets biologiques de l'épandage de biocides par hélicoptère dans les vignes.

Des travaux géométriques affectent particulièrement le Valais, puisqu'il sera entrepris une digitalisation du cadastre viticole du canton, soit environ 6000 ha.

Le Département fédéral de l'intérieur est invité à nous renseigner sur les motifs justifiant

1. l'absence de communication à l'égard du canton du Valais pour procéder à des travaux qui touchent la propriété privée,
 2. l'attribution de mandats à l'extérieur du canton pour des travaux imposant des restrictions de droit de propriété et sans que la Direction fédérale des mensurations cadastrales ait été concertée.
- Nous vous prions également de nous renseigner si les autres

cantons viticoles concernés par cette étude ont été traités différemment?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Antille, Baggi, Blatter, Bürgi, Couchepin, Darbellay, Déglise, Dormann, Dubois, Ducret, Fischer-Sursee, Friderici, Gros, Hänggi, Hess Peter, Hildbrand, Humbel, Iten, Jung, Kühne, Martin Paul-René, Massy, Perey, Ruckstuhl, Rüttimann, Savary-Fribourg, Schmidhalter, Schneider, Seiler Rolf, Stamm, Theubet, Widrig (32)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Le Département fédéral de l'intérieur a mandaté le bureau d'étude des invertébrés INSECTA, dont le siège social est à Neuchâtel, afin de mener une étude concernant «les effets biologiques de l'épandage de biocides par hélicoptère dans les vignes».

Des travaux géométriques d'une ampleur considérable affectent particulièrement le Valais. Il est en effet prévu de cartographier, par voie de restitution photogrammétrique, l'ensemble des zones à protéger de plus de 400 m² du vignoble valaisan et de superposer ces relevés sur une base cadastrale informatisée à créer.

La création de cette base informatisée exige une digitalisation du cadastre viticole du canton du Valais, soit environ 6000 hectares.

Selon notre information, ce travail n'a pas été porté à la connaissance des services de la viticulture et de l'environnement de l'Etat du Valais. De plus, ce mandat de digitalisation du cadastre viticole a été attribué au bureau ABC à Orbe.

Nous déplorons qu'un fichier informatisé de cette importance soit constitué sans que les autorités cantonales aient un quelconque droit de regard sur ces banques de données. De plus, les bases cadastrales cantonales sont manipulées par des institutions privées, inconnues dans le canton, ce qui peut porter préjudice au droit de propriété.

Nous nous étonnons de tels procédés de la part du Département fédéral de l'intérieur et vous invitons à nous donner les motifs pour lesquels:

1. le département a délégué une tâche à des institutions privées sans s'en référer au canton ou informer les services cantonaux sur la teneur des travaux à mener;
2. des bureaux d'étude extérieurs au canton ont été mandatés pour la plupart des travaux alors que des bureaux en Valais sont compétents pour ce genre de mandat;
3. la Direction fédérale des mensurations cadastrales n'a pas été concertée.

Est-ce que les bases de digitalisation des plans cadastraux effectuées pour cette étude pourront être mises à disposition ou réutilisées à d'autres buts? Si tel n'est pas le cas, le département ne pense-t-il pas qu'une banque informatisée du cadastre viticole serait plus utile et plus rationnelle?

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 5. September 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 septembre 1990

L'interpellation concerne deux problématiques:

1. Epandage aérien en viticulture
- Le 1er septembre 1990, une nouvelle «procédure d'autorisation pour l'épandage par aéronef de substances, de produits ou d'objets» est entrée en vigueur. Les prescriptions concernant l'autorisation exigent entre autres que les biotopes soient protégés. Les surfaces occupées par les biotopes de plus de 400 m² doivent figurer sur les cartes que les requérants d'une autorisation d'épandage doivent joindre à leur demande. Les cantons ont pu faire part de leurs remarques lors d'une procédure de consultation; en outre, ils ont été informés en décembre 1989 de la mise en vigueur de la nouvelle procédure.

Pour des motifs techniques et économiques, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) a décidé de faire effectuer la cartographie des biotopes et de mettre les cartes à disposition des requérants. Les biotopes sont reportés à la main sur les cartes. Ces relevés ne concernent que les périmètres viticoles dans lesquels sont effectués les épandages aériens et ne sont ainsi pas assimilables à un levé

cadastral; les données ne sont pas digitalisées. La cartographie est effectuée dans chaque canton par un bureau local (coordination générale assurée par INSECTA, Neuchâtel) et en étroit contact avec l'Association romande pour le traitement des terres agricoles par voie aérienne, ARTTAVA.

2. Effets secondaires des pesticides sur l'environnement

L'OFEFP a également mandaté INSECTA pour étudier les effets sur l'environnement naturel des mesures de protection des plantes en viticulture. Il s'agit d'un travail de recherche de caractère général. La préétude de ce projet débutera en 1991. Il n'est pas prévu d'effectuer des relevés cartographiques dans le cadre de ce mandat.

Le président: L'interpellatrice n'est pas satisfaite de la réponse du Conseil fédéral.

90.627

Interpellation Wiederkehr

Verbotene Werbung mit Umweltargumenten

Argumentes écologiques utilisés à des fins publicitaires

Wortlaut der Interpellation vom 22. Juni 1990

1. Artikel 39 der Stoffverordnung verbietet einem Hersteller, seine Produkte in Wort und Schrift als «umweltfreundlich», «biologisch abbaubar», «nicht ozonschädigend» oder ähnlich zu bezeichnen. Es sind aber mehr und mehr Produkte auf dem Markt zu finden, deren Hersteller sich über dieses Verbot hinwegsetzen. Ich frage den Bundesrat: Wer sollte Verstösse gegen Artikel 39 der Stoffverordnung ahnden? Warum erfolgen keine Anzeigen?

2. Mehr und mehr wird das Verbot, das sich nur auf Wort und Schrift bezieht, mit raffinierten Bild- oder/und Tonmixturen in den Medien umgangen, z. B. in der Wasch- und Putzmittelwerbung. Ein unwissender Konsument schenkt solchen Werbungen Glauben, weil er mit Fug annehmen darf, einer ungesetzlichen Werbung würden die Behörden einen Riegel schieben. Gedenkt der Bundesrat, Artikel 39 der Stoffverordnung auch auf solche Fälle auszudehnen?

3. In der BRD werden Produkte, die die Bezeichnung «umweltfreundlich» wirklich verdienen, mit dem «Blauen Engel» ausgezeichnet. Gedenkt der Bundesrat, eine solche wertvolle Entscheidungshilfe für KonsumentInnen auch in der Schweiz einzuführen?

Texte de l'interpellation du 22 juin 1990

1. L'article 39 de l'ordonnance sur les substances interdit au fabricant d'utiliser des termes comme «favorable à l'environnement», «biodégradable», «inoffensif pour la couche d'ozone» ou d'employer toute expression similaire pour qualifier ses produits. Cependant, il est de plus en plus fréquent de trouver sur le marché des produits pour lesquels le fabricant ne tient pas compte de cette interdiction. C'est pourquoi, je pose au Conseil fédéral les questions suivantes: Qui est compétent pour sanctionner les violations de l'article 39 de l'ordonnance sur les substances? Pourquoi aucune plainte n'a-t-elle été déposée?

2. L'interdiction s'appliquant uniquement aux formes écrites et orales de la publicité, on a de plus en plus tendance à utiliser, dans les médias, des arrangements sonores et visuels raffinés. C'est par exemple le cas de la publicité pour les produits de lessive et d'entretien ménager. Le consommateur non avisé croit à ce genre de publicité car il peut, à juste titre, supposer que les autorités auraient interdit toute publicité illégale. Le Conseil fédéral envisage-t-il d'étendre l'article 39 de l'ordonnance sur les substances à des cas de ce genre?

3. En RFA, les produits qui méritent vraiment le qualificatif de «favorable à l'environnement» sont marqués d'un «ange bleu». Le Conseil fédéral envisage-t-il d'introduire en Suisse un système aussi efficace afin d'aider les consommateurs et les consommatrices à arrêter leur choix?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baerlocher, Bär, Dünki, Grendelmeier, Günter, Hafner Rudolf, Jaeger, Kuhn, Leutenegger Oberholzer, Maeder, Rebeaud, Stocker, Vollmer, Weder-Basel, Widmer, Zbinden Hans, Züger (17)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 5. September 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 5 septembre 1990

1. Grundsätzlich kontrollieren die Kantone die Einhaltung von Artikel 39 der Stoffverordnung im Rahmen der von ihnen durchzuführenden Marktüberwachung (Art. 54ff. StOV). Ergibt diese Kontrolle, dass Artikel 39 der Stoffverordnung verletzt wird, so verfügt die zuständige Behörde des Kantons, in dem der Hersteller, Importeur oder Händler seinen Wohn- oder Geschäftssitz hat, die nötigen Massnahmen (Art. 57 Abs. 1 StOV). Hingegen kontrollieren und verfügen grundsätzlich Bundesstellen, wenn es sich um Erzeugnisse oder Gegenstände handelt, die einem besonderen Bewilligungsverfahren unterliegen (Holzschutzmittel, Antifoulings, Pflanzenbehandlungsmittel). Dies gilt im übrigen auch für anmeldepflichtige Erzeugnisse oder Gegenstände, deren Ueberwachung nach den Grundsätzen der Hilfsstoffverordnung erfolgt (Handelsdünger, Dünger- und Bodenzusätze). Es sind zahlreiche Fälle bekannt, in denen die Kantone interveniert haben. Die Tatsache, dass nur in seltenen Fällen zum Mittel der Anzeige gegriffen wird, ist aus mehreren Gründen zu erklären. In den meisten Fällen sind die Betroffenen einsichtig und ändern ihre Werbeaussagen. Der vorhandene Interpretationsspielraum erschwert es, in bestimmten Fällen ein Vergehen eindeutig festzustellen. Ferner ist zu beachten, dass die Werbung mit Umweltargumenten auch heute noch in den allermeisten Ländern, namentlich im benachbarten deutschsprachigen Ausland, wesentlich weniger Auflagen unterliegt.

2. Der Geltungsbereich von Artikel 39 der Stoffverordnung erstreckt sich nur auf Angaben, die zur Umweltverträglichkeit von Produkten gemacht werden. Unter Angaben fallen nur das gesprochene und geschriebene Wort. Nicht erfasst durch Artikel 39 werden Werbemöglichkeiten durch Mittel, die keine eigentlichen «Angaben» sind, wie zum Beispiel durch Farben, Musik und Bilder. Eine Ausdehnung des Geltungsbereichs von Artikel 39 über die erwähnten Angaben hinaus ist nicht vorgesehen, da die Beurteilung solcher «Angaben» noch schwieriger und subjektiver wäre als die bereits heute notwendige Beurteilung des gesprochenen und geschriebenen Wortes.

3. Die Schweiz verfolgt die internationale Entwicklung mit grossem Interesse. Die Bundesrepublik Deutschland hat schon 1977 als erstes Land ein Umweltzeichen («Blauer Engel») eingeführt. Seit kurzem bestehen ähnliche Umweltzeichen auch in Kanada und in Japan. Eine Gruppe von nordischen Staaten (Finnland, Norwegen, Schweden) wird voraussichtlich noch in diesem Jahr ein Umweltzeichen einführen. In weiteren Ländern, insbesondere in Australien, Neuseeland, den Niederlanden und Oesterreich, wird auf ein Umweltzeichen hingearbeitet. Innerhalb der EG werden Vorbereitungen für ein einheitliches Umweltzeichen getroffen, die voraussichtlich bis Sommer 1991 abgeschlossen sein werden. Das Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (Buwal) hat in diesem Zusammenhang eine Studie in Auftrag gegeben. Sie soll unter voller Berücksichtigung der internationalen Entwicklung Entscheidungshilfen schaffen für eine allfällige spätere Einführung eines Umweltzeichens in unserem Land. Das Bedürfnis der Konsumenten nach transparenter Produktinformation hinsichtlich der Umweltaspekte wird anerkannt.

Interpellation Paccolat Untersuchungen betreffend Schädlingsbekämpfung mit Helikoptern in den Rebgebieten

Interpellation Paccolat Effets biologiques de l'épandage de biocides par hélicoptère dans les vignes

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.625
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1934-1935
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 085

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.